

N° DP 25/217

DECISION DU PRESIDENT

ATTRIBUTION DE SUBVENTION 2025 - ASSOCIATION L'ECONOME - POURSUITE "DES CUEILLETES SOLIDAIRES" / ATELIERS ANTI GASPI : FONCTIONNEMENT POUR 10 000 EUROS - INSTALLATION D'UNE CUISINE PEDAGOGIQUE COLLECTIVE : INVESTISSEMENT POUR 3 000 EUROS

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole « Toulon Provence Méditerranée »,

VU la délibération n° 23/05/075 du 4 mai 2023 portant élection du Président,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis favorable de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du jeudi 6 février 2025 pour l'attribution à l'Association l'Econome d'une subvention de 10 000 euros en fonctionnement pour la poursuite des « cueillettes solidaires », la mise en place d'ateliers antigaspi et 3 000 euros en investissement pour l'installation d'une cuisine pédagogique collective en 2025,

CONSIDERANT la demande de participation financière de l'Association L'ECONOME de 22 500 euros (12 500 euros en fonctionnement et 10 000 euros en investissement) pour la poursuite des « cueillettes solidaires », la mise en place d'ateliers antigaspi et l'installation d'une cuisine collective sur un budget total de 149 850 euros en 2025,

CONSIDERANT que l'Association L'ECONOME a pour but de lutter contre le gaspillage, la précarité alimentaires et sensibiliser à l'alimentation durable,

CONSIDERANT que l'activité principale de l'Association L'ECONOME est la valorisation des surplus de production d'exploitations agricoles pour limiter le gaspillage alimentaire cueillettes solidaires, et dons de fruits et légumes bios et locaux,

CONSIDERANT que l'Association L'ECONOME organise des animations ludiques autour de l'alimentation durable, principalement destinées au jeune public afin de leur transmettre des valeurs environnementales, sociales et solidaires,

CONSIDERANT que l'Association L'ECONOME mène des actions pour limiter la précarité alimentaire en acheminant les surplus de fruits et légumes vers des associations caritatives locales afin de les distribuer aux bénéficiaires de l'aide alimentaire,

CONSIDERANT que l'Association L'ECONOME souhaite également mettre en place une cuisine pédagogique collective afin de proposer des ateliers aux bénéficiaires de l'aide alimentaire pour apprendre à cuisiner les produits distribués, ce qui contribue à lutter contre l'isolement,

CONSIDERANT que l'amélioration de la qualité de l'aide alimentaire sur le territoire métropolitain fait partie des actions fixées par le Projet Alimentaire de Territoire, notamment dans le cadre du programme « Mieux manger Pour Tous » de la DREETS,

CONSIDERANT que l'Association L'ECONOME, représente un acteur incontournable du territoire dans les actions de réduction du gaspillage alimentaire qui entre dans le cadre des lois antigaspi et AGECE en vigueur,

CONSIDERANT la reconnaissance officielle du Projet Alimentaire de Territoire de Niveau 2, par le Ministère de l'Agriculture, piloté par la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, depuis le 24 mars 2024,

CONSIDERANT que les actions proposées s'inscrivent dans le parcours de sensibilisation « En chemin pour une alimentation durable » mis en place dans le cadre du Projet Alimentaire de Territoire de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,

CONSIDERANT que l'Association L'ECONOME s'est positionnée en répondant à l'Appel à Manifestation d'Intérêt lancé par TOULON PROVENCE MEDITERRANEE en janvier 2025,

CONSIDERANT la convention, ci-annexée,

DECIDE

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention, ci-annexée, avec l'Association L'ECONOME pour l'attribution d'une subvention en fonctionnement d'un montant de 10 000 euros, hors contribution et bénévolat, pour la poursuite des « cueillettes solidaires », la mise en place d'ateliers antigaspi et 3 000 euros en investissement pour l'installation d'une cuisine collective soit 8,67 % maximum dans le cadre de l'aide alimentaire en 2025.

ARTICLE 2

DE DIRE que le montant sera revu en fonction des dépenses effectivement réalisées selon les modalités de calcul prévues à l'article 5 de la convention sans dépasser le montant maximum ci-dessus attribué.

ARTICLE 3

DE DIRE que cette dépense sera imputée au Budget Principal 2025 Opération 1147 – Fonction 6312 :

- article 20422 pour la part relevant de l'investissement soit 3 000 euros
- article 65748 pour la part relevant du fonctionnement soit 10 000 euros.

La présente Décision sera

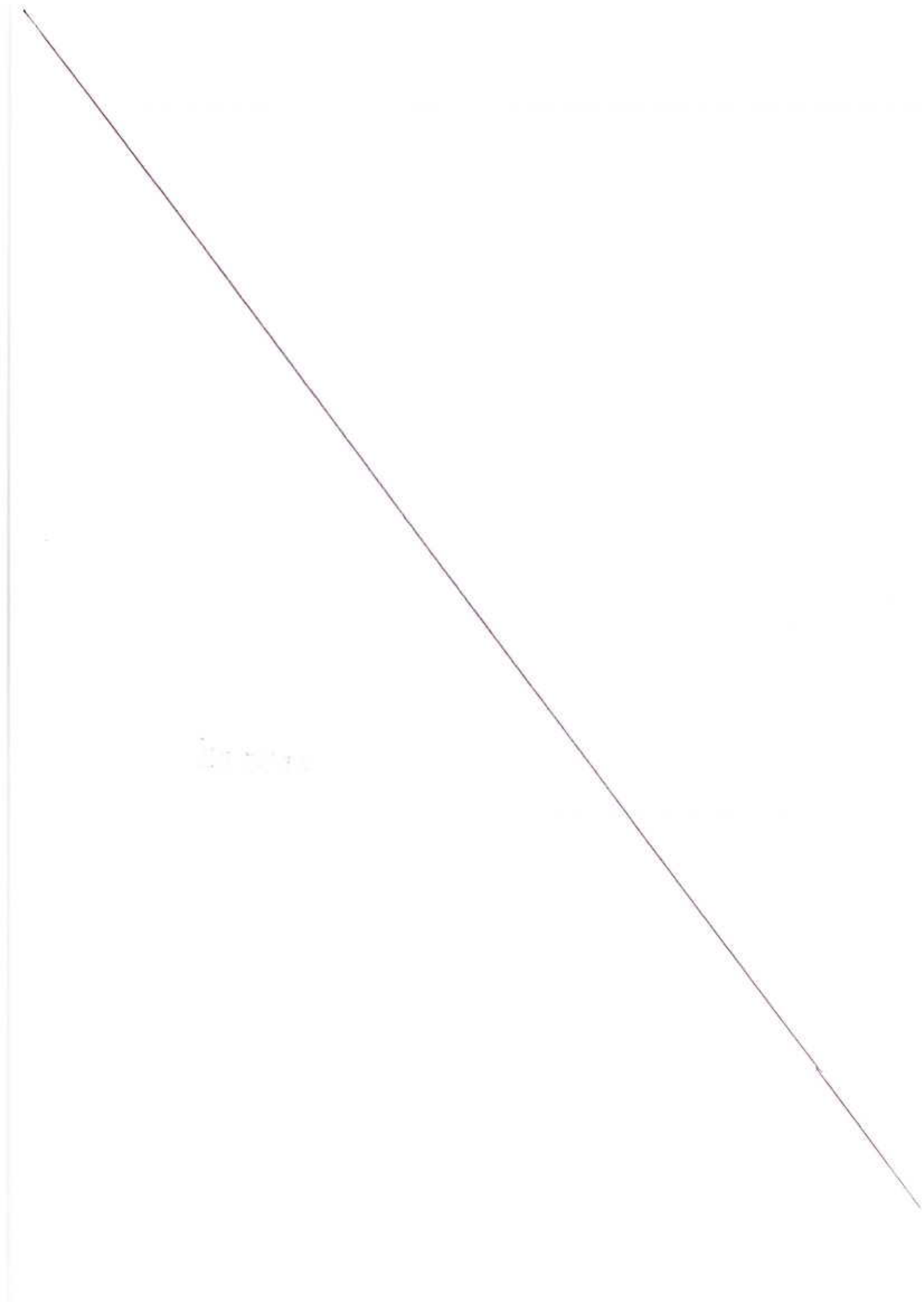
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **28 FEV. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée







CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS 2025

ASSOCIATION L'ECONOME

**POURSUITE « DES CUEILLETES SOLIDAIRES » / ATELIERS ANTI GASPI :
FONCTIONNEMENT POUR 10 000 EUROS**

**INSTALLATION D'UNE CUISINE PEDAGOGIQUE COLLECTIVE :
INVESTISSEMENT POUR 3 000 EUROS**

ENTRE

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, sise 107 boulevard Henri Fabre à TOULON, représentée par son Président **en exercice**, agissant en vertu de la décision DP N° 25 / du 2025,

Ci-après désignée « La Métropole »,

ET

L'Association L'ECONOME, sise à Belgentier (83210), Lotissement La Rouvière : Les Romarins – Chemin de l'Escride - représentée par sa Présidente, Madame **Aude CIECIERSKI** dûment habilitée, ci-après désignée **L'ECONOME**,

Ci-Après désignée « L'Association »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

L'Econome est une association créée en 2017 qui a pour objet la lutte contre le gaspillage alimentaire et contre la précarité alimentaire ainsi que la sensibilisation à l'alimentation durable.

L'activité principale de l'Econome est la valorisation des surplus de production d'exploitations agricoles pour limiter le gaspillage. Ces surplus peuvent soit être transformés et mis en bocaux, soit donnés à des associations de don alimentaire, participant ainsi à la lutte contre la précarité alimentaire.

Elle organise également des animations ludiques autour de l'alimentation durable, principalement destinées au jeune public, afin de leur transmettre les valeurs environnementales, sociales et solidaires de l'association.

Depuis 2024, grâce au soutien de TPM dans le cadre de son PAT, l'Association met en place des cueillettes solidaires, consistant à collecter, avec l'aide de bénévoles d'associations d'aide alimentaire, des surplus de production sur les exploitations ou chez des particuliers. Les denrées collectées sont ensuite redistribuées aux bénéficiaires d'associations d'aide alimentaire locales, et/ou parfois transformées.

En termes de financement, l'Association sollicite un montant de 10 000 € en fonctionnement pour soutenir l'organisation de ces cueillettes sur le territoire (temps RH principalement). Un co-financement sera sollicité auprès du Département afin d'étendre les cueillettes aux territoires limitrophes de la Métropole (PAT Cœur du Var, Provence Verte, Méditerranée Porte des Maures), un financement de 2 500 € pour la mise en place de d'ateliers antigaspi, et 10 000 € en investissement pour l'installation d'une cuisine collective.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au programme d'actions et d'investissement défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.
Elle est conclue au titre de l'année 2025.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage à :

- Mettre en œuvre le programme d'actions et réaliser les investissements, objet de la présente convention,
- En matière de communication, l'Association s'engage à faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins et sur tous les équipements subventionnés le soutien apporté par Toulon Provence Méditerranée, en utilisant le logo TPM en vigueur, la charte graphique étant consultable et téléchargeable sur le site Internet www.metropoletpm.fr, rubrique « Communication » (pied de page),

- Pour les actions faisant partie de la mise en œuvre du Projet Alimentaire de Territoire labellisé de la Métropole TPM, le logo PAT devra également figurer au côté de celui de la Métropole,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'Association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'Association L'ECONOME à hauteur de 10 000 euros pour la poursuite de l'action « Organisation des cueillettes solidaires » et mise en place d'ateliers anti gaspi en fonctionnement et de 3 000 euros en investissement pour l'installation d'une cuisine pédagogique collective prévues dans la convention.

Ce montant sera inscrit au Budget principal 2025, imputation 65748 – opération 1147 – Fonction 6312.

- Imputation 20422 pour la part relevant de l'investissement soit 3 000 euros
- Imputation 65748 pour la part relevant du fonctionnement soit 10 000 euros.

Le concours apporté à la réalisation du programme d'actions porte sur 8,67 % du montant des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention de **13 000 euros** sera versée à l'Association de la façon suivante :

1. Pour le fonctionnement :

- Un acompte de 70 %, soit **7 000 euros** à la signature par les deux parties de la présente convention
- Le solde, soit **3 000 euros** après la remise des pièces justificatives suivantes :

- Un compte-rendu financier des actions réalisées en 2025 par le bénéficiaire, signé par la Présidente et le Trésorier. Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du programme d'actions ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
- Le rapport annuel d'activités 2025 évaluant l'impact des actions subventionnées,
- Procès-verbal de l'approbation des comptes de l'exercice 2025 (dépenses et recettes) tels qu'ils ont été présentés devant l'Assemblée Générale, visés par la Présidente et certifiés par le Trésorier (ou par un expert-comptable *si l'aide publique est supérieure à 75 000 euros*), bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (*obligatoire pour les associations bénéficiant d'une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

2. Pour l'investissement :

- Un acompte de 70 %, soit **2 100 euros** à la signature par les deux parties de la présente convention
- Le solde, soit **9 00 euros** après la remise des pièces justificatives suivantes :
 - Un compte-rendu financier de l'investissement réalisé en 2025 par le bénéficiaire, signé par la Présidente et le Trésorier. Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif de l'investissement ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
 - Les factures acquittées liées à l'investissement signées par la Présidente et le Trésorier,
 - Le rapport annuel d'activités 2025 évaluant l'impact de l'investissement subventionné,
 - Procès-verbal de l'approbation des comptes de l'exercice 2025 (dépenses et recettes) tels qu'ils ont été présentés devant l'Assemblée Générale, visés par la Présidente et certifiés par le Trésorier (ou par un expert-comptable *si l'aide publique est supérieure à 75 000 euros*), bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (*obligatoire pour les associations bénéficiant d'une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du programme d'actions et de l'investissement doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique :

- L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole,
- Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du programme d'actions et de l'investissement. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du programme d'actions et de l'investissement.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'Association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président (*pour une aide publique inférieure à 75 000 euros*).

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un expert-comptable (*pour une aide publique supérieure à 75 000 euros*).

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un Commissaire Aux Comptes (*pour une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, L'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

ARTICLE 8 : ANNEXES

Les annexes I et II font partie intégrante de la convention.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'Association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'Association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'Association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour l'année 2025. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procèdera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'Association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Toulon, le

<p>Pour L'ASSOCIATION L'ECONOME</p> <p>La Présidente Aude CIECIERSKI</p>	<p>Pour la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE</p> <p>Le Président Jean-Pierre GIRAN</p>
--	---